



# COMITÉ DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES

**Cent dix-huitième session**

**Rome, 6-8 mars 2023**

**Projet de code de conduite volontaire sur les procédures de vote visées à l'article XII du Règlement général de l'Organisation mentionné dans des rapports de la Conférence et du Conseil<sup>1</sup>**

## I. Introduction

1. Le *Code de conduite volontaire sur les procédures de vote visées à l'article XII du Règlement général de l'Organisation mentionné dans des rapports de la Conférence et du Conseil* reproduit en **annexe** du présent document est le fruit de consultations non formelles menées par le Président indépendant du Conseil en vertu des mandats donnés par la Conférence et le Conseil qui se sont conclues le 9 février 2023<sup>2</sup>.

2. Les membres ont entamé un examen de cette question, par des consultations non formelles et une réflexion au sein des organes directeurs, après la 41<sup>e</sup> session de la Conférence (juin 2019). En décembre 2022, à la suite de longues délibérations intersessions formelles et non formelles chez les membres, le Conseil, à sa 171<sup>e</sup> session, «a félicité le Président indépendant du Conseil des efforts continus qu'il avait déployés pour mener des consultations ouvertes, inclusives et transparentes afin d'aboutir à un consensus sur un projet de texte à soumettre à la 43<sup>e</sup> session de la Conférence, en juillet 2023» et «a demandé au Président indépendant du Conseil de poursuivre ces consultations afin

<sup>1</sup> CL 162/REP, paragraphe 7; CL 163/2 paragraphes 6-8; CL 163/REP, paragraphe 12; CL 164/2, paragraphes 8-11; CL 164/REP, paragraphe 20, alinéa a; CL 165/REP, paragraphe 23, alinéa a; CL 166/REP, paragraphe 42; C 2021/REP, paragraphe 71; CL 167/REP, paragraphe 11, alinéa b; CL 168/REP, paragraphe 34; CL 170/REP, paragraphe 49; CL 171/REP, paragraphes 46 et 47.

<sup>2</sup> Il est à noter que, lors de sa 171<sup>e</sup> session, le Conseil a jugé utile le rappel fait par le CQCJ au sujet du rôle que jouent les organes directeurs de l'Organisation, en particulier les comités du Conseil, dans le processus formel de prise de décisions de l'Organisation ([CL 171/REP](#), paragraphe 37). À sa 117<sup>e</sup> session le Comité a «examiné et rappelé le rôle des organes directeurs, en particulier des comités du Conseil, dans les processus décisionnels formels de l'Organisation, tout en reconnaissant le rôle complémentaire des consultations informelles s'agissant de dégager un consensus et de montrer l'implication des membres» dans les activités de l'Organisation ([CL 171/10, paragraphe 43](#)).

qu'un texte consensuel puisse être présenté à la prochaine session du Conseil, après examen par le Comité des questions constitutionnelles et juridiques»<sup>3</sup>.

## II. Contexte

3. Un vote à bulletin secret a eu lieu lors de la 41<sup>e</sup> session de la Conférence. Comme indiqué dans le rapport final de la session, la Conférence «a noté que, durant l'élection au poste de Directeur général de la FAO, le dimanche 23 juin, un délégué a ostensiblement montré son bulletin de vote en séance plénière, en violation du secret du vote et du paragraphe 10 de l'article XII des textes fondamentaux de la FAO. Il a été considéré que cet incident ne remettait pas en cause la validité du vote.»<sup>4</sup>

4. Lors de l'examen des questions découlant de la session de la Conférence, le Conseil, à sa 162<sup>e</sup> session (1<sup>er</sup> juillet 2019), a pris note de certaines questions devant être examinées plus avant par les organes directeurs compétents et/ou lors de la prochaine réunion informelle entre le Président indépendant du Conseil et les présidents et vice-présidents des groupes régionaux<sup>5</sup>. Parmi ces questions figurent «les processus des organes directeurs, notamment les procédures de vote». Des délégués ont invité le Comité des questions constitutionnelles et juridiques (ci-après «le Comité» ou «le CQCJ») à étudier la question des procédures de vote<sup>6</sup>.

5. Compte tenu de l'absence de consensus à la veille de la 42<sup>e</sup> session de la Conférence (14-18 juin 2021), la Conférence, lors de cette session, «a dit apprécier les efforts faits par le Président indépendant du Conseil pour faciliter les échanges avec les membres sur le projet de code de conduite sur les procédures de vote et a demandé que son successeur continue à consulter les membres en vue d'aboutir à un projet de texte qui serait soumis à la Conférence, à sa quarante-troisième session, après avoir été examiné par les organes directeurs de l'Organisation concernés»<sup>7</sup>.

6. En plus d'avoir été abordée lors des réunions informelles entre le Président indépendant du Conseil et les présidents et vice-présidents des groupes régionaux et dans le cadre de consultations informelles de l'ensemble des membres, cette question a été inscrite à l'ordre du jour des réunions d'organes directeurs indiquées ci-après:

- a) Le CQCJ a examiné la question à sa 109<sup>e</sup> session (21-22 octobre 2019, CL 163/2), à sa 110<sup>e</sup> session (28-29 mai 2020, CL 164/2), à sa 112<sup>e</sup> session (8-10 mars 2021, CL 166/11), à sa 113<sup>e</sup> session (25-27 octobre 2021, CL 168/10), à sa 115<sup>e</sup> session (21-23 mars 2022, CL 170/13) et à sa 117<sup>e</sup> session (24-26 octobre 2022, CL 171/10). La dernière fois qu'il a examiné ce point de l'ordre du jour, le Comité «a exprimé son soutien au Président indépendant du Conseil pour les efforts qu'il déployait, par la voie de consultations ouvertes, transparentes et inclusives auprès de l'ensemble des membres, en vue d'arrêter la version définitive d'un projet de code de conduite relatif au vote afin que la Conférence l'examine à sa 43<sup>e</sup> session, après que les organes directeurs concernés de l'Organisation l'aient eux-mêmes examiné»<sup>8</sup>.
- b) Le Conseil a examiné ce point – y compris les recommandations du CQCJ et les rapports du Président indépendant du Conseil sur ses consultations informelles – à sa 162<sup>e</sup> session (1<sup>er</sup> juillet 2019, CL 162/REP), à sa 163<sup>e</sup> session (2-6 décembre 2019, CL 163/REP); à sa 164<sup>e</sup> session (6-10 juillet 2020, CL 164/REP); à sa 165<sup>e</sup> session, 30 novembre - 4 décembre 2020, CL 165/REP); à sa 166<sup>e</sup> session (26 avril - 1<sup>er</sup> mai 2021, CL 166/REP); à sa 167<sup>e</sup> session (29 juin 2021, CL 167/REP), à sa 168<sup>e</sup> session

<sup>3</sup> [CL 171/REP](#), paragraphes 46 et 47.

<sup>4</sup> [C 2019/REP](#), paragraphe 28.

<sup>5</sup> [CL 162/REP](#), paragraphe 7.

<sup>6</sup> [CL 162/PV](#), pages 8-9.

<sup>7</sup> [C 2021/REP](#), paragraphe 71.

<sup>8</sup> [CL 171/10](#), paragraphe 29.

(29 novembre - 4 décembre 2021, CL 168/REP), à sa 170<sup>e</sup> session (13-17 juin 2022, CL 170/REP) et à sa 171<sup>e</sup> session (5-9 décembre 2022, CL 171/REP).

### **III. Suite que le Comité est invité à donner**

7. Le Comité est invité à examiner le projet de texte reproduit dans l'**annexe** du présent document et, dans le cadre de son mandat, à formuler les commentaires et observations qu'il jugera utiles.



## Annexe

**Projet de code de conduite volontaire sur les procédures de vote visées à l'article XII  
du Règlement général de l'Organisation mentionné dans des rapports  
de la Conférence et du Conseil<sup>1</sup>**

## I. INTRODUCTION

1. Le présent Code de conduite volontaire sur les procédures de vote visées à l'article XII du Règlement général de l'Organisation (ci-après «le Code») vise à promouvoir des procédures de vote ouvertes, justes, équitables et transparentes pour les élections au poste de directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (ci-après «la FAO» ou «l'Organisation») conformément aux Textes fondamentaux de l'Organisation (ci-après «les Textes fondamentaux»), notamment au Règlement général de l'Organisation (ci-après «le RGO»). (*Approuvé non formellement ad referendum*)

## II. STATUT ET CHAMP D'APPLICATION DU CODE

2. Le Code est un accord conclu entre les États membres de la FAO. Il comprend des recommandations sur le comportement souhaitable des États membres et des candidats présentés par les États membres dans le cadre de l'élection du directeur général de l'Organisation, afin de renforcer le caractère équitable, crédible, ouvert et transparent de ce processus. Par conséquent, le Code est d'application volontaire et n'est ainsi pas juridiquement contraignant. Les États membres et les candidats n'en sont pas moins appelés à en respecter les termes. (*Approuvé non formellement ad referendum*)

3. Le Code ne modifie en rien les *Textes fondamentaux*, qui prévalent en cas d'ambiguïté ou d'incohérence. (*Approuvé non formellement ad referendum*)

## III. PRINCIPES GÉNÉRAUX

4. L'intégralité du processus électoral, y compris les activités de campagne, doit être régie par les *Textes fondamentaux*, les décisions de la Conférence intéressant cette question et les principes suivants:

- justice,
- équité,
- ouverture et transparence,
- souveraineté,
- bonne foi,
- dignité, respect mutuel et modération,
- non-discrimination,
- mérite.

*(Approuvé non formellement ad referendum)*

5. Les États membres et le secrétariat de la FAO doivent rendre le Code public et facilement accessible, y compris par les voies de communication de l'Organisation, comme le Portail des membres de la FAO. (*Approuvé non formellement ad referendum*)

---

<sup>1</sup> CL 162/REP, paragraphe 7; CL 163/2 paragraphes 6 à 8; CL 163/REP, paragraphe 12; CL 164/2 paragraphes 8 à 11; CL 164/REP, paragraphe 20, alinéa a; CL 165/9, paragraphe 12, alinéa c; CL 165/REP, paragraphe 23, alinéa a; CL 166/REP, paragraphe 42; C 2021/REP, paragraphe 71; CL 167/REP, paragraphe 11, alinéa b; CL 168/REP, paragraphe 34; CL 170/REP, paragraphe 49; CL 171/REP, paragraphes 46 et 47.

## IV. DROITS, OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS

6. Les États membres reconnaissent les droits, les obligations et les pouvoirs établis dans les *Textes fondamentaux* et dans les décisions de la Conférence. (*Approuvé non formellement ad referendum*)
7. Le Code ne modifie pas les *Textes fondamentaux*, qui constituent l'unique référence régissant les processus électoraux à la FAO. (*Approuvé non formellement ad referendum*)
8. Le Code s'applique aux procédures de vote pour les élections au poste de directeur général de la FAO. (*Approuvé non formellement ad referendum*)

### A. Membres et candidats

9. Les États membres conviennent que l'élection du directeur général, en particulier en ce qui concerne les procédures de vote, doit se dérouler de manière juste, ouverte, transparente et équitable. (*Approuvé non formellement ad referendum*)

### B. Personnes employées par la FAO

10. Aux termes de l'article VIII de l'Acte constitutif, qui établit leurs fonctions et leurs obligations, les personnes employées par la FAO, en particulier celles qui participent au déroulement du processus électoral, sont tenues de respecter les principes d'intégrité, d'impartialité et d'indépendance à l'égard de tous les candidats au poste de directeur général. (*Approuvé non formellement ad referendum*)
11. Ces personnes sont également soumises à des obligations en vertu du Statut du personnel et des normes de conduite requises des fonctionnaires internationaux, notamment des obligations de confidentialité. (*Approuvé non formellement ad referendum*)
12. Tout acte ou comportement contrevenant aux obligations mentionnées ci-dessus doit être examiné conformément aux règles administratives et aux procédures, y compris disciplinaires, applicables au membre du personnel concerné. (*Approuvé non formellement ad referendum*)

## V. VOTE

13. Les États membres doivent se conformer strictement aux *Textes fondamentaux* et respecter l'intégrité, la légitimité et la dignité de la procédure de vote. À cet effet, les délégués et les candidats doivent éviter, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Salle Plénière, tout comportement ou acte qui pourrait être perçu comme une tentative d'influer sur le résultat du scrutin. (*Approuvé non formellement ad referendum*)
14. Le directeur général désigne, pour la session de la Conférence, un fonctionnaire électoral chargé de veiller à ce que le vote et la procédure électorale se déroulent dans le respect des dispositions des Textes fondamentaux (article XII, paragraphe 16, du RGO). (*Approuvé non formellement ad referendum*)
15. Le fonctionnaire électoral et tous les membres du personnel de la FAO participant à la procédure de vote sont soumis aux obligations d'impartialité, de neutralité et de confidentialité indiquées aux paragraphes ci-dessus. Tout manquement à ces obligations donnera lieu à une procédure administrative prévoyant d'éventuelles mesures disciplinaires. (*Approuvé non formellement ad referendum*)

### A. Secret absolu du vote

16. Les États membres doivent respecter la confidentialité de la procédure et observer strictement les règles destinées à garantir le secret absolu du scrutin. (*Approuvé non formellement ad referendum*)

17. Les États membres doivent s'abstenir de communiquer et de diffuser des informations sur le scrutin pendant son déroulement. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

18. Le secrétaire général doit rappeler aux délégués qu'il est important de préserver le secret absolu du scrutin et leur demander de s'abstenir de toute action qui pourrait nuire à ce secret, comme le fait d'exhiber des bulletins de vote remplis pendant le déroulement du scrutin. Il doit également rappeler aux personnes chargées de surveiller un vote au scrutin secret qu'il est interdit de donner à une personne non autorisée une information quelconque qui pourrait tendre, ou donner l'impression de tendre, à violer le secret absolu du vote. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

19. Les votants sont encouragés à ne pas entrer dans l'espace de vote ni dans la salle de dépouillement avec des appareils d'enregistrement électroniques (caméras, appareils photographiques, téléphones mobiles et montres communicantes, entre autres). *(Approuvé non formellement ad referendum)*

20. Tout délégué ou membre du personnel du secrétariat participant à la surveillance du dépouillement doit également laisser tout appareil d'enregistrement électronique en sa possession à l'extérieur de la salle où le dépouillement s'effectue. Le respect de cette exigence peut être contrôlé par tous moyens que le fonctionnaire électoral juge appropriés. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

21. Les mesures mentionnées ci-dessus sont sans préjudice d'autres éventuelles dispositions que la Conférence pourrait estimer nécessaires afin que le résultat d'un vote demeure secret jusqu'à l'annonce officielle de l'issue du scrutin. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

## **B. Organisation et transparence des scrutins**

22. L'accès à l'espace de vote est limité aux scrutateurs, aux surveillants, aux électeurs et aux membres du personnel du secrétariat qui participent directement au déroulement du processus électoral. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

### **1. Isoloirs**

23. En vertu de l'article XII, paragraphe 10, alinéa e, du RGO, un ou plusieurs isoloirs sont mis en place et surveillés de manière à garantir le secret absolu du scrutin. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

24. L'espace de vote doit être agencé, et notamment être suffisamment séparé de la Salle Plénière ou d'autres zones accessibles, de façon à empêcher que des personnes se trouvant à l'extérieur de cet espace puissent observer le déroulement du scrutin. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

25. Les représentants doivent pouvoir voir les isoloirs situés dans l'espace de vote pendant le scrutin. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

26. Conformément à l'usage et en vertu du mandat qui lui échoit de diriger et coordonner tout le travail de préparation des sessions de la Conférence aux termes de l'article XXIV, paragraphe 5, alinéa c, le Conseil pourrait adresser des recommandations à la Conférence au sujet des modalités d'organisation, notamment des dispositions à prendre pour garantir le secret absolu du scrutin, compte tenu des autres bonnes pratiques et de la configuration des isoloirs utilisés dans le système des Nations Unies. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

### **2. Scrutateurs**

27. Le président de la Conférence désigne deux scrutateurs parmi les délégués qui ne sont pas directement concernés par l'élection. Les scrutateurs ont pour devoir de surveiller la procédure de vote, de procéder au dépouillement, de statuer sur la validité d'un bulletin de vote dans tous les cas

douteux et de certifier le résultat de chaque tour de scrutin (article XII, paragraphe 10, alinéa c, du RGO). *(Approuvé non formellement ad referendum)*

28. Les scrutateurs doivent être choisis de façon juste et impartiale. Les États membres ne doivent pas tenter d'influer sur la sélection des scrutateurs. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

29. Les fonctions des scrutateurs doivent être considérées comme indépendantes et distinctes du rôle qu'exercent ces derniers en tant que délégués ou représentants, ou en tant que suppléants d'un délégué ou d'un représentant. Les scrutateurs doivent s'en acquitter en toute impartialité et en toute neutralité. Ils doivent s'abstenir de tout acte ou comportement susceptible d'influencer des électeurs et de les amener à voter pour ou contre un candidat. Ils ne doivent pas essayer de découvrir l'intention de vote ni le choix d'un électeur. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

30. Les scrutateurs doivent pouvoir accéder librement à l'espace de vote et à la salle de dépouillement à tout moment afin de s'assurer visuellement que les procédures réglementaires sont bien respectées. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

31. Les scrutateurs doivent protéger le secret du scrutin et s'interdire de révéler l'issue d'un tour de scrutin à une personne non autorisée avant l'annonce officielle des résultats par le président. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

32. Au début de la session de la Conférence, les scrutateurs se verront proposer par le secrétariat une séance d'information sur les fonctions qui leur échoient. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

### **3. Surveillants**

33. Les candidats et les surveillants délégués par des candidats sont autorisés à assister au dépouillement (article XII, paragraphe 10, alinéa g, du RGO). Chacun des candidats doit fournir le nom de la personne qu'il a choisie comme surveillant avant le début de la session de la Conférence. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

34. Les candidats et les surveillants désignés par des candidats peuvent assister au processus de dépouillement uniquement en tant qu'observateurs. Ils n'y prennent aucune part. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

35. Les candidats et les surveillants doivent protéger le secret du scrutin et s'interdire de révéler l'issue du dépouillement quelque personne non autorisée que ce soit avant l'annonce officielle des résultats par le président. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

### **C. Vote et dépouillement**

36. Le président de la Conférence et les scrutateurs s'assurent que l'urne est vide et, après l'avoir verrouillée, les scrutateurs en remettent la clé au fonctionnaire électoral. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

37. Le secrétaire de la Conférence appelle ensuite les délégations au vote, à tour de rôle, dans l'ordre alphabétique des noms des États membres. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

38. À l'appel de son nom, chaque délégation se rend dans l'espace de vote, où elle reçoit une enveloppe et les bulletins et où elle dépose ensuite dans l'urne l'enveloppe contenant le bulletin de son choix. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

39. Le vote de chaque membre est enregistré par l'apposition de la signature ou du paraphe du secrétaire de la Conférence et d'un scrutateur sur la liste, en marge du nom du membre. *(Approuvé non formellement ad referendum)*



40. Après que toutes les délégations ont été appelées, le président de la Conférence déclare le scrutin clos et annonce qu'il va être procédé au dépouillement. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

41. Conformément à l'article XII, paragraphe 10, alinéa g, du RGO, les scrutateurs comptent les voix en présence et sous le regard des représentants des États membres. Si les scrutateurs quittent la salle où se trouvent les délégués ou les représentants pour procéder au dépouillement du scrutin, seuls les candidats ou les surveillants désignés par eux peuvent assister au dépouillement, sans toutefois y prendre part, et la Conférence peut décider que les représentants des États membres ont la possibilité de suivre le dépouillement à distance par des moyens audiovisuels. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

42. Après l'ouverture de l'urne par le fonctionnaire électoral, les scrutateurs vérifient le nombre d'enveloppes. Si ce nombre est supérieur ou inférieur à celui des votants, le président de la Conférence doit en être informé, proclamer le vote nul et annoncer qu'il y a lieu de recommencer le scrutin. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

43. L'un des scrutateurs lit à haute voix ce qui est inscrit sur chaque bulletin et passe celui-ci à l'autre scrutateur. Le suffrage exprimé sur le bulletin est reporté sur la liste préparée à cet effet. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

44. Une fois le dépouillement terminé, le président de la Conférence annonce les résultats du scrutin dans l'ordre suivant:

- nombre d'États membres admis au vote à la session concernée;
- nombre d'absents;
- nombre d'abstentions;
- nombre de bulletins nuls;
- nombre de suffrages exprimés;
- nombre de voix constituant la majorité requise;
- nombre de voix en faveur des candidats et nombre de voix recueillies par chacun d'eux, par ordre décroissant. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

45. Le président de la Conférence annonce la décision découlant du scrutin. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

46. Les listes sur lesquelles les scrutateurs ont consigné les résultats du vote, une fois revêtues des signatures du président de la Conférence, du fonctionnaire électoral et des scrutateurs, constituent le procès-verbal officiel du scrutin, qui doit être versé aux archives de l'Organisation. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

## VI. ADHÉSION VOLONTAIRE AU CODE

47. Les États membres et les candidats sont encouragés à appliquer et à respecter le Code. Les membres du personnel du secrétariat sont tenus de s'acquitter de leurs obligations contractuelles, telles que définies au paragraphe 16 ci-dessus. *(Approuvé non formellement ad referendum)*

## VII. MODIFICATION DU CODE

48. Le Code et les procédures qu'il établit, y compris celles relatives à son application à d'autres votes au scrutin secret, sont susceptibles d'être réexaminés par la Conférence à la demande du Conseil. *(Approuvé non formellement ad referendum)*